

# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2021

# TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos .....	3
<b>I. Introduction.....</b>	<b>5</b>
<b>II. Conséquences du Covid 19 sur les activités de nos membres.....</b>	<b>6</b>
<b>III. Présentation du CEC et de ses objectifs.....</b>	<b>7</b>
<b>IV. Les partenaires du CEC .....</b>	<b>8</b>
<b>V. Méthodologie de l'action des membres du CEC.....</b>	<b>19</b>
<b>VI. Les activités du CEC .....</b>	<b>20</b>
<b>VII. Les initiatives du CEC en 2021.....</b>	<b>21</b>
A. Projets.....	21
B. Séminaires.....	26
C. Fondation Anna Lindh.....	30
D. Suite des Contacts avec le Cabinet du Commissaire européen Nicolas Schmit. ....	30
E. Nouveaux site et logo du CEC .....	31
F. . Dépôt de projets.....	31
<b>VIII. Perspective du CEC en 2022.....</b>	<b>33</b>
A. Projets.....	33
B. Séminaires.....	34
C. Rencontre avec le Cabinet Schmit. ....	35
D. Présentation des membres du CEC .....	35
<b>IX. Arrivées et départs de membres du CEC en 2021 .....</b>	<b>35</b>

## Avant-propos

Tout comme l'année 2020, 2021 a été marquée par la crise sanitaire de la Covid 19.

Comme le souligne une étude de l'Organisation Internationale du Travail, la pandémie de coronavirus (COVID-19), les mesures de confinement et de distanciation physique qu'elle a entraînées, ont provoqué des perturbations sans précédent dans l'enseignement et la formation. Même si la crise sanitaire a aussi été sources d'innovation, en particulier dans l'apprentissage à distance, dans certains contextes cependant, la transition rapide vers l'apprentissage à distance a davantage encore affecté les groupes les plus marginalisés qui risquent d'accuser un retard encore plus marqué.

La crise des apprentissages et ses conséquences sur le capital humain risquent de perdurer aussi bien pour les élèves que pour les personnes peu qualifiées suivant des parcours de formation.

A cette pandémie s'ajoutent aujourd'hui les effets négatifs d'une contraction économique généralisée et d'un taux d'inflation historiquement élevé.

Ces phénomènes laissent entrevoir la menace d'un creusement des inégalités.

Plus que jamais le travail de nos membres, des organismes de formation, des entreprises sociales, des services sociaux en charge de la formation, de l'accompagnement et de l'insertion socioprofessionnelle des publics les plus fragilisés se révèle d'une importance primordiale pour éviter ces phénomènes d'exclusion.

Pour faire face aux conséquences de la pandémie au niveau des parcours de formation et d'apprentissage, les membres du CEC ont mis en place de nouveaux modes d'organisation et de fonctionnement afin de proposer le meilleur accompagnement possible aux publics marginalisés et de continuer à suivre soit en ligne soit en présentiel des parcours de formation aussi bien formelle et informelle de qualité.

Leur travail a permis de remobiliser des dizaines de milliers de jeunes et adultes en Europe en favorisant, via ces parcours de formation, l'acquisition de compétences techniques et comportementales nécessaires afin de les remobiliser sur le marché du travail.

Pour que l'Europe évite des périodes d'instabilité et une crise de confiance majeure envers une partie des citoyens, elle doit continuer à financer l'ensemble de ces organisations.

Le CEC continuera à défendre ces organisations auprès des pouvoirs publics, des partenaires sociaux et des institutions européennes en favorisant les échanges de bonnes pratiques au niveau européen et en participant au débat public pour améliorer les politiques publiques des États membres et des politiques de l'UE en faveur de l'intégration



sociale et professionnelle des groupes vulnérables.

L'équipe du CEC

## I. Introduction

Le présent rapport du Comité Européen de Coordination (CEC) est consacré à l'année 2021. Le CEC est composé de 19 partenaires émanant de 13 pays de l'UE : AID (Belgique, Wallonie, Bruxelles), Argentura RRI (Slovaquie), AGFE 95 (France), Barka Foundation (Pologne), Civitas (Roumanie), Diopter (Croatie), Fondazione Luigi Clerici (Italie), KEM-RVA (Hongrie), Medialys (France), Mesogeiaiko (Grèce), Pro Vocation (Roumanie), Santa Casa da Misericordia de Lisboa (Portugal), Scuola Centrale Formazione (Italie), SENT (Slovénie) Sud-Concept (Corse, France), TEAM (Serbie), Technical Training Bulgaria (Bulgarie), Fundacio Privada Trinijove (Catalogne, Espagne), UNESSA (Belgique - Wallonie, Bruxelles)

Les membres du CEC représentent environ 1600 structures telles que des entreprises d'insertion, des coopératives sociales, des centres de formation, des écoles professionnelles, des centres résidentiels, des entreprises de formation par le travail qui proposent des parcours de resocialisation, de formation et d'intégration sociale et professionnelle pour environ 100.000 jeunes et adultes qui sont, pour la plupart, éloignés du marché du travail.

## II. Conséquences du Covid 19 sur les activités de nos membres

Comme vous pouvez l'imaginer, les mesures de confinement ont fortement affecté pour nos membres le fonctionnement des centres de formation et des entreprises sociales soutenant l'intégration socio-économique des groupes vulnérables par la formation et l'insertion professionnelle.

A titre d'exemple :

- Certains de nos membres fonctionnent en répondant à des appels d'offres lancés au niveau national ou régional, mais du fait que les fournisseurs sont contraints d'arrêter leurs activités, ces appels sont tous reportés, ce qui entraîne l'impossibilité de gérer le temps des activités pendant de nombreux mois.
- Certains stagiaires ou travailleurs ne veulent plus suivre de formation ou travailler dans des secteurs spécifiques comme l'hôtellerie, la restauration, les cafés car pendant la pandémie leur formation, les stages ont été annulés ou ils ont perdu leur emploi de serveur, cuisinier ou d'intendant. Ils ne considèrent plus ces emplois comme une garantie de revenus réguliers et préfèrent choisir d'autres secteurs d'activités.
- Un autre point est la difficulté d'organiser des formations en ligne car notre public n'est pas ou pas assez bien équipé, ne dispose pas d'un lieu adapté ou n'a pas les compétences nécessaires pour suivre la formation en ligne. Dans certains cas, nos membres les équiperont avec le matériel nécessaire mais nous constatons souvent que cette forme d'éducation augmente les inégalités entre les apprenants.  
L'apprentissage en ligne n'est pas pour l'instant une solution pour notre public cible qui est principalement impliqué dans des activités de première ligne (soins de santé, économie circulaire, restauration, secteur du bâtiment).  
Toutes ces situations sont malheureusement une source de pauvreté et de précarité accrues pour les personnes avec lesquelles nos membres travaillent.

Tout comme en 2020 et 2021 nous verrons en 2022 avec nos membres, les partenaires sociaux européens et la Commission européenne comment les institutions européennes et les Etats membres pourraient contribuer à mieux répondre à ces problèmes.

Certains des principes du pilier européen des droits sociaux pourraient évidemment être un élément de réponse comme par exemple l'adoption d'un salaire minimum dans tous les états membres de l'UE pour les travailleurs mais il est également important d'activer le

revenu minimum pour les jeunes et les personnes peu qualifiées qui n'ont pas encore intégré le marché du travail. Ce revenu minimum pour ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes doit être combiné avec une formation et un soutien pour intégrer le marché du travail.

### III. Présentation du CEC et de ses objectifs

**L'objectif du CEC est de contribuer à la définition et à la mise en œuvre de politiques de solidarité à l'égard des populations éloignées ou exclues du marché du travail et en particulier au renforcement de l'action européenne en faveur de l'intégration socio-professionnelle de ces populations.**

A cet effet, le CEC conduit son action selon deux orientations complémentaires : d'une part, il développe des partenariats entre ses membres en vue de favoriser l'innovation, l'identification et la diffusion de bonnes pratiques fondées sur l'expérience. Et d'autre part, il participe au débat public relatif à l'amélioration des politiques publiques en ce domaine et notamment des politiques de l'Union européenne et coopère à cet effet avec l'ensemble des acteurs engagés dans la lutte contre l'exclusion sociale.

#### **A. L'acquis du CEC : partenariats, méthodologies et bonnes pratiques en matière d'intégration socio-professionnelle**

Dans leur action en direction des personnes éloignées et exclues du marché du travail, les membres du CEC ont en commun de développer des parcours d'intégration socio-professionnelle qui incluent selon les besoins l'aide à la socialisation, la formation, l'insertion et l'accompagnement vers et dans l'emploi. Dans cette perspective, ils dispensent notamment des formations le plus souvent non formelles permettant d'obtenir une série de compétences techniques et comportementales, et/ou ils favorisent l'accès à une expérience de travail combinant les besoins des personnes et les réalités des entreprises et du marché du travail. Les parcours d'intégration privilégient l'accompagnement personnalisé, ancré dans des contextes locaux et mobilisant divers partenaires dans une approche intégrée utilisant les méthodes suivantes :

1. Accompagnement personnalisé :
  - . Une orientation et un soutien continu des personnes tout au long de leur parcours de formation et, autant que nécessaire, dans les premiers mois de leur parcours professionnel ;
  - . Un accompagnement individuel ou en petit groupe partant des besoins de l'apprenant, par une formation formelle ou informelle plus pratique que théorique centrée sur les besoins du marché du travail.
2. Ancrage dans les contextes locaux et régionaux :
  - . L'approche "bottom-up" permet de tenir compte des spécificités locales et/ou régionales, (et à cet effet de mobiliser les acteurs de proximité) ;
  - . La région, le quartier ou micro-quartier sont souvent l'échelle la plus pertinente pour atteindre les personnes en décrochage scolaire ou peu qualifiées en mettant

en place des parcours de formation formelle ou informelle ciblés le plus possible sur les besoins des apprenants ;

- . La coopération avec les réseaux et fédérations d'acteurs au niveau national et européen permet d'accroître la visibilité de l'action locale et d'avoir un effet multiplicateur.
3. Mobilisation des partenaires dans une approche intégrée :
- . Le travail en partenariat (acteurs de l'enseignement, de la formation, du monde de l'entreprise, de l'économie sociale, secteur associatif et pouvoirs publics) permet de proposer une prise en charge intégrée des diverses composantes de l'intégration professionnelle et sociale ; ce partenariat inclut des entreprises qui s'engagent dans la formation de ces personnes, encouragent l'apprentissage et proposent des stages (le cas échéant au titre d'initiatives de responsabilité sociale des entreprises) ;
  - . Le souci d'évaluer en permanence les actions menées avec ces partenaires encourage la recherche d'innovation et de synergies entre les acteurs.

## **B. La contribution du CEC à la lutte contre l'exclusion sociale : participation au débat public relatif aux politiques menées et coopération avec les acteurs et réseaux d'acteurs.**

Le CEC, et plus particulièrement certains de ses membres, ont développé des coopérations régulières avec les acteurs et réseaux d'acteurs publics et associatifs des domaines de l'insertion, de l'éducation, de la formation et de la cohésion sociale. Ils ont aussi engagé des collaborations spécifiques avec les acteurs de l'économie sociale et de la responsabilité sociale des entreprises. Certains membres du CEC sont par ailleurs très directement impliqués dans des structures ayant la capacité de mobiliser des acteurs économiques/sociaux aux niveaux sectoriel et/ou national.

Le CEC et ses membres sont attentifs aux initiatives et aux politiques des institutions européennes dans le domaine social, non seulement parce que le financement européen est crucial pour la mise en œuvre d'actions et d'innovations transnationales mais aussi parce que le développement de l'intégration économique européenne a un impact croissant sur les situations nationales et sur les orientations des politiques nationales, y compris dans les domaines de l'emploi et des politiques sociales.

## **IV. Les partenaires du CEC**

Les membres du CEC agissent principalement aux niveaux régional et local. Ils prennent en charge des jeunes et adultes en décrochage scolaire et/ou professionnel tout au long d'un parcours d'intégration combinant la (re)socialisation, la formation, l'insertion sociale et professionnelle et l'accompagnement vers et dans l'emploi.

Cette démarche demande à nos membres une forte flexibilité, une adaptation permanente à l'évolution du marché de l'emploi et la mise en place de partenariats locaux entre les différents acteurs en charge de la formation et de l'emploi. C'est un des moyens essentiels pour fournir un métier aux personnes engagées dans un parcours d'insertion et surtout

pour les inscrire dans des emplois durables et de qualités.

## **ACTIONS INTÉGRÉS DE DÉVELOPPEMENT - AID** *(WALLONIE-BRUXELLES, BELGIQUE)*

Les premières initiatives "Actions Intégrées de Développement" (A.I.D.) sont nées en 1985 d'une démarche associative de solidarité à l'égard des personnes les plus en difficulté de notre société.

Les AID sont un des services du Mouvement Ouvrier Chrétien et sont organisées en un réseau regroupant trente-quatre associations membres en Wallonie et à Bruxelles, qui offre aujourd'hui à près de 1.500 personnes chaque année des possibilités d'avancer dans leur parcours D'insertion, par l'intermédiaire de la formation professionnelle. Au fil du temps, toutes sortes de liens se sont tissés, en amont et en aval, tant avec les services publics qu'avec les partenaires sociaux.

Le réseau AID accompagne la démarche d'insertion socioprofessionnelle de personnes de plus de 18 ans, peu ou pas qualifiées et qui sont en difficulté pour trouver un emploi.

L'offre des AID se déroule dans des groupes permettant des suivis individuels.

Les formations données permettent, soit d'accéder directement à un emploi, soit de se raccrocher à d'autres formations qui mèneront à l'obtention de diplôme ou de certificat reconnu sur le marché du travail. À cet égard, les AID peuvent se concevoir comme une étape dans un parcours.

Le réseau des AID prend en compte les discriminations culturelles, religieuses, philosophiques, touchant à l'âge et propose une action spécifique sur la discrimination vis-à-vis des femmes. C'est pourquoi le réseau AID opte pour une politique volontariste via un projet "Égalité des chances en faveur des femmes".

Les AID s'appuient sur des méthodes axées sur la démarche collective plutôt qu'individuelle, le vécu, la situation de vie, les souhaits des gens, la volonté d'avancer au rythme des personnes afin d'éviter de nouvelles exclusions, la complémentarité entre l'apprentissage technique et l'apprentissage social, la création d'un conseil coopératif dans chaque centre en vue de permettre aux personnes de s'exprimer sur l'organisation de leur formation.

Pour en savoir plus : [www.aid-com.be](http://www.aid-com.be)

## **ARGENTURA RRI** *(POVAZSKA, SLOVAQUIE)*

Est un organisme privé créé en mai 2005. Son objectif est de proposer aux clients :

- Des études de marché et de faisabilité,
- Des conseils pour les entreprises,
- Gestion, traduction et interprétariat pour les projets européens,
- Formation en communication, vente, marketing, gestion du personnel,
- Projets de coopération décentralisée et développement durable,
- Evaluation des projets.

Argentura a déjà pris part à différents projets européens, pour en savoir plus : [www.2ri.sk](http://www.2ri.sk)

## ASSOCIATION DE GESTION DES FONDS EUROPÉEN *(FRANCE- VAL D'OISE)*

L'association AGFE, créée en janvier 2011, est une organisation à but non lucratif. Elle est composée des membres fondateurs suivants :

- Association AGIRE en charge du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) des communes d'Argenteuil et de Bezons ;
- Association Convergences Emploi Cergy en charge du Plan local d'insertion et d'emploi de l'agglomération de Cergy-Pontoise ;
- La communautés d'agglomération de Roissy Pays de France qui ont confié à l'AGFE une mission d'ingénierie de projets européens, notamment pour la gestion d'une subvention globale du FSE sur les programmes opérationnels nationaux 2007 - 2013 puis 2014- 2020.

Dans le cadre du programme opérationnel national FSE Emploi et Inclusion 2014-2020, l'AGFE s'est vu confiée par le Ministère du Travail, la mission d'organisme intermédiaire (OI) du Fond social Européen sur l'axe « Inclusion ».

L'AGFE soutient les actions en faveur de la réduction du nombre de personnes exposées au risque de pauvreté et d'exclusion, et de la promotion de l'inclusion sociale. Ainsi, l'AGFE travaille au renforcement de l'intégration et contribue à améliorer la qualité et la diversité de l'offre d'insertion, en appui des autorités publiques locales, tout en relevant les défis de la territorialisation des actions.

L'AGFE appui et finance les programmes d'opérations élaborées à l'échelle des territoires par les trois Plan Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du département du Val d'Oise visant les populations les plus démunies.

Plateforme de coordination locale des politiques d'inclusion, le PLIE est u groupement d'organisation qui mobilise pour la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs clairement identifiés, l'ensemble des acteurs intervenant en matière d'insertion sociale et professionnelle. Il renforce la cohérence et l'efficacité des diverses interventions publiques et privées d'insertion au niveau local. Ses principales missions sont les suivantes : la construction de parcours d'insertion complets par l'accompagnement individualisé et renforcé de 3.000 participants en moyenne, développer l'offre d'insertion et de formation formelle et informelle, faciliter, mobiliser les entreprises privées dans la lutte pour l'inclusion, les inciter à engager des actions concrètes et les assister dans cette perspective.

## BARKA FOUNDATION FOR MUTAL HELP *(POLOGNE)*

L'objectif de l'ONG Barka Foundation est de créer les conditions permettant de mettre en place, pour des personnes marginalisées, un parcours de formation professionnelle adéquat. La Fondation Barka a été créée en réponse à des problèmes sociaux.

Le but de la fondation est de donner aux groupes les plus faibles la possibilité de reconstruire leur vie, en leur donnant une qualification professionnelle, une mise à niveau

pour pouvoir s'insérer dans la nouvelle réalité socio-économique.

BARKA participe au développement social des groupes exclus, leur donne les moyens de reconstruire leur vie en créant un système mutuel d'aide, d'éducation et d'esprit d'entreprise. La Fondation touche environ 5000 personnes par an.

Barka travaille à l'implantation de ce système dans toute la Pologne mais aussi en Irlande, au Royaume Uni, aux Pays Bas et dans les pays en voie de développement.

Barka crée des écoles d'animation sociale basées sur les expériences et la connaissance des personnes ayant surmonté les difficultés de la vie et qui peuvent donc transmettre leur connaissance des mécanismes de développement, du combat contre l'exclusion sociale, dans les diverses régions de la Pologne et de l'Europe, d'une manière professionnelle.

La nouvelle loi concernant l'emploi social et le projet de loi sur les coopératives sociales permettent de donner l'aide financière légale pour le développement de ces programmes en Pologne.

Pour en savoir plus : [www.barka.org.pl](http://www.barka.org.pl)

## **CIVITAS FOUNDATION** (CLUJ-NAPOCA, ROUMANIE)

Créée en 1992, La Fondation Civitas pour la société civile est une organisation guidée par plusieurs principes tels que la participation, l'engagement et le développement communautaire. Ils croient fermement au pouvoir d'initiative dans la communauté et en sa capacité à provoquer des changements dans la vie des gens. C'est la raison pour laquelle la Fondation Civitas supporte le développement rural et régional en renforçant la société civile, les secteurs public et privé. Ils utilisent une approche innovante aux problèmes auxquels notre communauté est confrontée ; C'est la raison pour laquelle l'innovation sociale est l'un des piliers qui sous-tendent leurs activités.

**Ils contribuent au :**

### **Développement des ressources humaines en :**

- Renforçant l'esprit d'entreprise et soutenir l'inclusion sociale des groupes vulnérables ;
- Fournissant des formations et des activités éducatives

### **Renforcement des capacités institutionnelles pour les secteurs public, privé et de la société civile :**

- Fournir des services spécialisés aux autorités locales, régionales et centrales ;
- Formation dans le domaine de l'administration publique ;
- Soutenir la fondation et le développement d'organisations non gouvernementales et d'autres formes associatives ;
- Concevoir des stratégies de développement local et travailler dans des structures spécialisées pour la création de politiques de développement.

### **Ils soutiennent les initiatives dans les secteurs public, privé et de la société civile**

- Soutenir les initiatives venant des citoyens, des groupes d'action locale et encourager une participation active à la création de politiques publiques ;
- Promouvoir l'économie sociale et l'économie communautaire ;
- Fournir des services de conseil et d'assistance dans le domaine du développement rural ;

- Soutenir les processus associatifs des autorités locales ;
- Initier des activités de bienfaisance.

#### **Ils facilitent l'accès aux possibilités de financement :**

- Fournir une assistance et des conseils en matière de collecte de fonds et de gestion de projet
- Développer et mettre en œuvre des projets d'investissement, des études de faisabilité, des plans d'affaires et des études de marketing, des projets techniques et de l'audit financier.

Pour en savoir plus : <http://www.civitas.ro/>

#### **DIOPTER** (CROATIE, PULA)

DIOPTER - université ouverte est une institution privée pour l'éducation et la formation des adultes avec un grand nombre d'experts externes. L'école a été fondée en 1995 et depuis lors plus de 20.000 étudiants sont passés par leurs institutions.

Diopter a des programmes d'études secondaires et de nombreuses formations en économie, tourisme, santé et agriculture, toutes vérifiées par le Ministère de l'éducation et de la science.

Tous les programmes ont été développés pour répondre aux besoins du marché du travail et ils ont une grande expérience de travail avec divers groupes d'étudiants, tels que les toxicomanes, les chômeurs de longue durée et les femmes sans emploi.

Grâce à diverses activités, Diopter aide les gens à se sensibiliser à l'importance de l'apprentissage tout au long de la vie.

Leur objectif est de poursuivre le développement dans le domaine de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, ainsi que de l'apprentissage tout au long de la vie.

Pour en savoir plus : <http://www.diopter.hr/>

#### **FONDAZIONE LUIGI CLERICI** (LOMBARDIE, ITALIE)

Créée en 1972, la Fondation Luigi Clerici est un organisme travaillant dans le champ de la formation professionnelle, de l'aide à la mise au travail, de la formation continue des travailleurs, de la formation pour publics en difficulté. Ces activités sont réalisées au travers d'une quinzaine de centres opérant en Région Lombarde.

Pour développer ses activités la Fondation compte sur la collaboration des organismes locaux, entreprises, associations et entreprises artisanales opérant sur le territoire lombard. La Fondation propose notamment des activités de formation aidant au processus de reconversion industrielle.

L'offre de formation de la Fondation est plus qu'une simple offre de formation. La Fondation veille à la réalisation personnelle et sociale de l'intéressé. Le travail est considéré comme une des dimensions centrales dans la vie de l'homme et comme un facteur de croissance personnelle.

Les formateurs des différents centres proposent de fournir les moyens d'une évolution personnelle. Les activités sont divisées en trois secteurs : aide à la mise au travail pour les jeunes (jeunes diplômés), formation continue pour les travailleurs, formation pour publics en difficulté (handicapés, immigrés...)

Les activités réalisées dans les centres le sont principalement dans les domaines suivants : nouvelles technologies (langage web, web designer ...), industrie/production (industrie mécanique, électrique et métallurgique), administration (secrétariat général, de direction, production et comptabilité). Et aussi : approfondissement des langues étrangères, cours d'esthétique, coiffure, assistance sanitaire, restauration collective, pâtisserie, photographie, sécurité au travail....

Pour en savoir plus : [www.clerici.lombardia.it](http://www.clerici.lombardia.it)

### **KEM - RVA** (*KOMARON, HONGRIE*)

KEM-RVA est une fondation créée en 1992 par une trentaine d'organisations ayant pour objet d'aider au développement économique de la région de Komarom (Nord-Ouest de la Hongrie) assurant la promotion de nouvelles entreprises ou d'entreprises déjà existantes. KEM-RVA favorise, par l'octroi de micro-crédits et d'outils de gestion, la création d'entreprises pour des publics marginalisés.

KEM-RVA a déjà participé à des projets INTERREG et GRUNDTVIG. Pour en savoir plus : [www.kem-hvk.hu](http://www.kem-hvk.hu)

### **MEDIALYS** (*LYON, FRANCE*)

Médialys est une association loi 1901, créée en mai 2006 à l'initiative de l'État, du Syndicat mixte des Transports (SYTRAL), de Keolis Lyon et du Grand Lyon. Elle a pour objet de faire concourir de concert les acteurs publics et privés participant à la vie du réseau TCL/TER, les organismes et personnalités se consacrant sur le territoire de l'agglomération lyonnaise aux actions d'insertion et de retour vers l'emploi, les acteurs économiques et sociaux de ce territoire et notamment les entreprises, au renforcement du lien social et à l'insertion professionnelle des publics défavorisés, par des actions conduites autour du réseau TCL TER. Elle vise un double objectif : Concourir à la professionnalisation et à l'accès à l'emploi des jeunes sans qualification, des demandeurs d'emploi de longue durée et des bénéficiaires des minimas sociaux. Humaniser et améliorer le fonctionnement du réseau des T.C.L, permettre une meilleure insertion dans le tissu social, diminuer le non-respect des règles, lutter contre la fraude et ce à travers la mise en œuvre de la montée porte avant et la vérification préventive de titres.

L'association Médialys, s'engage à recruter et à embaucher en contrat unique d'insertion des personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, éligibles à la mesure et résidant sur l'ensemble de l'agglomération lyonnaise.

L'association :

- Recrute les agents et gère les contrats,
- Propose un accompagnement socioprofessionnel
- Initie des formations individuelles et collectives s'inscrivant dans le parcours d'insertion professionnelle,
- Encadre et manage au quotidien au poste de travail les agents salariés et assure le lien opérationnel avec les partenaires (Keolis Lyon, KPMR, Véolia Transport),
- Rend compte du fonctionnement du dispositif et notamment des résultats en termes d'accès à un emploi durable.

L'activité concerne 200 agents en moyenne par mois résidant pour moitié en Zone Urbaine Sensible et majoritairement bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active.

Les objectifs de Médialys sont mis en œuvre grâce à notre activité consistant à mettre à disposition, auprès de Kéolis Lyon, des agents AMIS (Accueil, Médiation, Information, Service) afin d'assurer un service d'information/prévention sur le réseau TCL en direction de la clientèle. Cette activité est également déployée sur une ligne du réseau Véolia Transdev. Depuis le 1er juillet 2011, Medialys assure également l'accompagnement des Personnes à Mobilité Réduite sur le réseau TCL.

Pour en savoir plus : [www.medialys.asso.fr](http://www.medialys.asso.fr)

## **MESOGIAKO** (GRÈCE)

Créée en 2000 MESOGIAKO MEK SA est une entreprise offrant des conseils et des services de formation professionnelle aux chômeurs, personnes menacées d'exclusion sociale, salariés mais à la recherche de meilleures perspectives d'avenir par le biais de formation et de perfectionnement professionnel.

MESOGIAKO offre un large éventail de programmes de formation, souvent en coopération avec l'éducation et les autorités du travail en Grèce, par exemple le ministère de l'éducation et le ministère du travail et leurs agences, OAED - Manpower emploi organisation (l'Office National grec pour l'emploi) et les autorités de l'Administration locale dans les treize régions administratives du pays.

Ils sont présents à Athènes, Thessalonique, Serres, Héraklion-Crète, Ioannina, Samos, Lesbos et Límnos.

En 2002 MESOGIAKO MEK SA a été accrédité comme organisme de formation professionnelle au niveau national par le Centre National d'accréditation pour la formation professionnelle continue dans neuf secteurs : Business & Management, éducation, environnement, technologies de l'Information, Services de tourisme, Agriculture, Technologies de transport, Santé et bien-être, Culture et Sports.

MESOGIAKO développe des programmes d'éducation et de formation, actualise en permanence sa méthodologie, le matériel d'apprentissage et les outils pédagogiques de manière à répondre au mieux aux besoins des apprenants et a formé des partenariats avec des centres de formation professionnelle à Chypre, en Bulgarie et en Roumanie.

MESOGIAKO est très actif dans l'éducation et la formation pour les entrepreneurs et les entrepreneurs sociaux.

Pour en savoir plus : [www.mesogiako.gr](http://www.mesogiako.gr)

## **PRO VOCATIE** (ROUMANIE)

Organisation non-gouvernementale créée en 2002, qui a fondé le premier centre d'évaluation des compétences pour les métiers dans le domaine social en Roumanie.

Mission : Faciliter l'accès à la certification des compétences du personnel actif obtenues de manière informelle dans le domaine social, afin de diversifier les opportunités de carrière professionnelle.

Objectif : Après l'évaluation des candidats, C.R.F.P.S. PRO VOCATIE délivre les certificats de qualification des compétences selon les normes professionnelles.

Pour en savoir plus : [www.provocatie.ro](http://www.provocatie.ro)

## **SANTA CASA DA MISERICÓRDIA DE LISBOA – SCML** (LISBONNE, PORTUGAL)

Est la plus grande organisation privée nationale qui poursuit de manière humanitaire les objectifs de l'action sociale, la fourniture de soins de santé, l'éducation et la culture et la promotion de la qualité de vie, en particulier pour le bénéfice de ceux qui ont un plus grand besoin de protection.

Pour réaliser ses objectifs Santa Casa :

Dispose d'établissements et de services dans chacun des quartiers de la ville de Lisbonne pour répondre directement aux besoins sociaux ;

Mène des études socio-économiques, des actions de recherche et des enquêtes sociales parmi la population.

Développe un travail social dans les secteurs de : la jeunesse, la famille et la communauté ainsi qu'avec les personnes âgées.

Possède un établissement scolaire et des centres de formations

Possède deux hôpitaux et des services de santé

Coopère avec toutes les entités (nationales et internationales) qui poursuivent des buts similaires.

Pour plus d'informations : [www.scml.pt](http://www.scml.pt)

## **SCUOLA CENTRALE FORMAZIONE – SCF** (ITALIE)

SCF est un organisme national de formation, sans but lucratif, reconnu depuis 40 ans par le Ministère du Travail Italien.

SCF rassemble 44 partenaires répartis dans 11 régions de l'Italie et regroupe environ 100 centres de formation professionnelle et 2.156 travailleurs dispensant plus de 16 millions d'heures de formation par an.

Son but est la création d'un contexte favorable à l'échange de bonnes pratiques entre des membres toujours plus nombreux ; cet échange permet notamment de proposer des réponses efficaces aux problématiques socioprofessionnelles.

Afin de poursuivre cet objectif, elle organise et soutient des actions d'orientation, de formation et d'accompagnement au travail. SCF propose également des services pour rendre l'offre de formation de ses partenaires toujours plus compétitifs et en adéquation avec les besoins des bénéficiaires.

Ces formations sont des formations initiales, continues et/ou tout au long de la vie qui ciblent plus particulièrement :

- La formation des jeunes ;
- La formation et l'insertion sur le marché du travail d'adultes licenciés de leur poste, ainsi que des personnes en difficulté et des personnes handicapées.

Pour en savoir plus : [www.scformazione.org](http://www.scformazione.org)

## **ŠENT** (LJUBLJANA, SLOVÉNIE)

Créée en 1993, l'association slovène pour la santé mentale est une organisation humanitaire non gouvernementale à but non lucratif établie pour aider les personnes ayant des problèmes de santé mentale, les personnes en détresse mentale temporaire ainsi que leurs proches et toutes

autres personnes concernées par la santé mentale. Leur mission est de garantir le respect des droits de l'homme et de la dignité pour les individus ayant des problèmes de santé mentale, de les aider dans leur inclusion dans la société et dans l'amélioration de leur employabilité. L'association a été fondée pour créer de nouveaux emplois et offrir une variété de services, y compris de l'aide/assistance juridique, de la réadaptation psychosociale et professionnelle aux exclus sociaux, aux malades et à leurs proches ainsi qu'à d'autres groupes difficiles à employer.

Les programmes et services de l'association comprennent:

- La réadaptation psychosociale des personnes ayant des problèmes de santé mentale, de ceux qui souffrent d'abus de drogues illégales, des sans-abri, des personnes âgées et d'autres personnes difficiles à employer.
- Amélioration de leur statut social
- Amélioration de leur qualité de vie
- Apprentissage des compétences pédagogiques requises pour une vie autonome
- Augmenter leur employabilité

Pour plus d'informations : <http://www.sent.si>

## **SUD-CONCEPT** *(CORSE, FRANCE)*

La Coopérative Sud Concept est un centre de formation et un bureau d'études spécialisé dans les problématiques de l'emploi qui intervient notamment dans la mise en place et la réalisation d'actions de formation et d'études à destination des publics en recherche d'emploi, en insertion et notamment des publics jeunes.

La coopérative met également en œuvre des actions d'information, de sensibilisation, d'orientation, de bilan, d'évaluation dans les domaines de l'emploi, de la formation, de l'insertion, pour les publics en difficulté d'insertion.

Elle réalise des études en ingénierie de formation et de projets, des diagnostics stratégiques de territoire et des évaluations de politiques publiques.

Depuis sa création en 2008, la Coopérative Sud Concept a mis en œuvre de nombreuses actions favorisant le développement de l'emploi et la qualification des salariés, afin d'anticiper et d'accompagner les mutations économiques et sociales des territoires. Au travers de la réalisation d'études, de conduite de projets et d'actions de développement et de communication, elle a développé une expertise dans l'animation territoriale et le diagnostic de territoires.

Le siège de Sud Concept se trouve en Corse. Des antennes existent également dans le sud de la France, en Guyane et en Guadeloupe.

Plus d'informations : [www.sudconcept.eu](http://www.sudconcept.eu)

## **TEAM** *(LESKOVAC, SERBIE)*

L'association citoyenne TEAM a été établie en 2006 comme une association à but non lucratif de professionnels aux contextes et expertises différents prêts à engager leurs connaissances et expertises pour la communauté.

TEAM utilise une approche participative pour adapter les objectifs ambitieux du développement durable au contexte local, ainsi contribue au développement des objectifs régionaux, nationaux et globaux. L'association se concentre sur l'éducation de jeunes et d'adultes, le développement de partenariats forts, la préparation d'analyses, de stratégies et d'études, promouvoir des projets et assurer des contributions aux politiques pertinentes pour la mise en œuvre des objectifs de l'Agenda 2030.

Les membres de l'association sont guidés par une approche globale et inclusive et appliquent différents mécanismes, outils, plateformes et processus innovants à des acteurs du développement durable de secteurs publics, privés et civils dans la région transnationale de l'ouest des Balkans, leur permettant de prendre des décisions durables pour leurs communautés.

L'expertise de l'association est basée sur la connaissance et l'expérience dans les domaines multidisciplinaires suivants :

- Éducation, éducation non-formelle et formation continue ;
- Innovation et compétitivité dans le secteur économique ;
- Ressources humaines, marché de l'emploi et politique sociale ;
- Développement urbain et rural ;
- Économie circulaire et énergie renouvelable
- Tourisme, culture, loisirs et bien-être ;
- Société digitale
- Développement des ressources humaines

Pour plus d'information : <http://eu-team.org/>

## **TECHNICAL TRAINING BULGARIA** (SOFIA, BULGARIE)

Technical Training Bulgaria Ltd. a été créée en 2009, avec pour principal champ d'activité "Centre de formation professionnelle et éducative". Les activités de formation fournies sont réalisées par le biais de cours, de séminaires, de formations professionnelles et d'autres formes d'acquisition ou d'extension des connaissances professionnelles dans diverses professions et compétences clés.

Technical Training Bulgaria Ltd. a obtenu une licence de l'Agence nationale bulgare pour l'enseignement et la formation professionnels avec la licence n° 201112923. Le centre est conforme à la stratégie nationale pour la formation professionnelle continue, visant à acquérir, étendre et améliorer les compétences professionnelles des personnes, à améliorer leur employabilité, à soutenir leurs carrières et leur développement personnel.

Le centre propose des cours pour 18 formations professionnelles et 29 formations spéciales dans sept domaines d'enseignement : Commerce, gestion et administration, informatique, ingénierie, production et transformation, architecture et construction, agriculture, foresterie et pêche, services sociaux, services pour le développement individuel.

En plus de l'enseignement professionnel, le centre propose une formation aux compétences clés : compétences de base, connaissances en informatique, travail d'équipe, gestion de la qualité, etc. Le centre dispose de nombreux experts, formateurs et méthodistes qui ont une expertise et une orientation pédagogique différentes.

Technical Training Bulgaria Ltd. dispose de locaux de formation modernes et entièrement équipés situés à Sofia et de locaux loués à Blagoevgrad, Petrich, Pravets, Omurtag, Bansko, Sandanski, Gotse Delchev et autres.

## **FUNDACIÓ PRIVADA TRINIJOVE** (BARCELONE, ESPAGNE)

L'action de Trinijove est basée sur les principes clés suivants :

- Assurer la gratuité de tous les services et ressources offerts.

- Adopter une approche globale combinant information, éducation, intégration professionnelle et loisirs.
- Donner la priorité à la perspective territoriale, ce qui implique de répondre aux besoins spécifiques de chaque territoire en termes d'insertion sociale et professionnelle des groupes socialement marginalisés.
- Gérer des projets communs par le biais de ses réseaux en Catalogne, en Espagne et en Europe.

Le travail de la Fondation Trinijove repose sur les deux éléments suivants :

1. Le travail en collaboration avec les personnes, les institutions et les entreprises sensibles aux problèmes sociaux, en ce y compris :
  - Le Gouvernement de la Catalogne (départements Entreprise et Emploi, Protection sociale et Familiale, Développement durable, Justice et le Secrétaire général de la Jeunesse),
  - La Ville de Barcelone ("Barcelona Activa" et le Conseil Municipal de l'arrondissement de Saint-André),
  - L'œuvre sociale «la Caixa ».
2. La conviction que l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, des femmes et des chômeurs de longue durée ne sera efficace que si elle passe par l'insertion économique. Trinijove s'efforce de rendre les personnes plus autonomes et non pas dans l'idée de leur donner périodiquement aide, formation ou emploi.

Trinijove étend actuellement son objet social, en développant l'économie solidaire en tant qu'entreprise d'insertion en Catalogne, offrant un ensemble de services dans le seul but de fournir des emplois aux populations les plus défavorisées de la société. Afin de mettre à l'emploi les gens plus socialement défavorisés, y compris les personnes souffrant de handicaps mentaux, physiques et/ou sensoriels, Trinijove a créé un « Centre pour le travail" en 2004. En conformité avec les exigences de fonctionnement organisationnel et de gestion des projets, Trinijove est certifiée EMAS (Eco-Management and Audit Scheme). Depuis septembre 2009, Trinijove a lancé conjointement avec le Ministère du travail, le « plan de travail pour l'égalité des chances entre hommes et femmes » qui promeut l'égalité des chances en matière d'emploi.

Pour en savoir plus : [www.trinijove.org](http://www.trinijove.org)

## **UNESSA** (*WALLONIE – BRUXELLES, BELGIQUE*)

UNESSA est une fédération d'institutions associatives. Elle regroupe des acteurs actifs dans l'accueil, l'accompagnement, l'aide et les soins aux personnes. Elle est présente en Wallonie et à Bruxelles.

Au 1er janvier 2020, trois fédérations – ACFI-FIAS, FIMS et FISSAAJ – ont rejoint UNESSA, avec la volonté de former ensemble, un réseau fort et efficace.

UNESSA représente sept secteurs associatifs principaux :

- Accueil de la petite enfance et Promotion de la santé à l'école
- Aide à la jeunesse
- Hôpitaux généraux
- Insertion socio-professionnelle et Économie sociale
- Personnes âgées

- Personnes en situation de handicap
- Santé mentale

UNESSA rassemble également d'autres acteurs associatifs (plannings familiaux, aide et soins à domicile, pharmacies...).

UNESSA veut garantir les meilleures conditions de développement aux services d'accueil, d'accompagnement, d'aide et de soins à la population, proposés par ses affiliés.

La fédération représente ses secteurs et défend les intérêts de ses affiliés. Au quotidien, elle défend leur environnement de travail et l'avenir de leurs 60.000 collaborateurs.

Elle facilite leur travail.

UNESSA soutient le développement de pratiques professionnelles d'avenir au sein de son réseau, ainsi que la création de nouveaux services et de projets.

Elle promeut l'innovation sociale, technologique et organisationnelle.

#### UNESSA EN CHIFFRES

- 3 sites
- 55 collaborateurs
- 900 services affiliés
- 60.000 travailleurs chez ses affiliés

UNESSA intervient dans différentes instances et organes au niveau européen, fédéral, en Fédération Wallonie-Bruxelles, en Région de Bruxelles-Capitale et en Wallonie. Elle y représente et défend ses affiliés ainsi que ses valeurs.

Plus d'information : [www.unessa.be](http://www.unessa.be)

## V. Méthodologie de l'action des membres du CEC

Les méthodes de formation et de guidance pratiquées dans les organisations membres du CEC peuvent se résumer comme suit :

- Évaluation individuelle des aptitudes et compétences de chaque intéressé permettant la mise au point d'un programme personnalisé de formation et d'insertion,
- Alternance d'activités de formation en petits groupes de travail en entreprise et sur chantier, en situation réelle de travail et de cours théoriques,
- Acquisition de compétences professionnelles par des ateliers techniques,
- Formation sociale et administrative par une meilleure maîtrise du raisonnement et de l'expression orale ou écrite,
- Accompagnement individuel, psychologique et social,
- Familiarisation aux compétences numériques,
- Stages en entreprise,
- Procédure de reconnaissance des évaluations et des acquis,

- Accompagnement économique et social des personnes souhaitant créer leur propre emploi,
- Partenariats avec le monde économique en vue d'une harmonisation de l'offre et de la demande en matière d'insertion socioprofessionnelle de publics en difficulté,
- Accompagnement vers et dans l'emploi (Job coaching, Assessment, Tutorat) des groupes à risques,
- Reconnaissance et validation par les autorités publiques des processus de formation mis en place par le secteur associatif,
- Évaluation et formation continue des salariés en entreprises d'insertion et coopératives sociales.

## VI. Les activités du CEC

Les activités du Comité Européen de Coordination et de son secrétariat poursuivent pour l'essentiel les objectifs suivants :

- . Liaisons entre les membres du CEC : contacts réguliers avec les organisations membres, soit à leur siège, soit à Bruxelles,
- . Liaison avec les services de la Commission pour les organisations membres du CEC (rendez-vous, préparation et suivi des dossiers). Le CEC accompagne ses membres aux réunions avec les services de la Commission et en assure le suivi,
- . Développement de projets communs à plusieurs membres du CEC, notamment dans le cadre des différents programmes communautaires de la Commission,
- . Séminaires de réflexion sur des thèmes communautaires européens,
- . Veille informationnelle permanente sur les appels à projets et les initiatives de la Commission,
- . Rôle de coupole européenne demandé par la Commission au regard des initiatives communautaires, de plus en plus nombreuses, exigeant la participation de plusieurs pays pour être éligibles et prise en charge du travail administratif de coordination vis-à-vis des services de la Commission, ainsi que des réunions entre partenaires concernés pour l'élaboration des dossiers,
- . Lobbying auprès des Institutions européennes pour faire reconnaître le secteur de la formation non formelle, informelle et de l'entrepreneuriat social dans l'U.E.,
- . Études réalisées avec la collaboration des partenaires du CEC,
- . Contacts avec les partenaires sociaux européens (syndicats, employeurs) en vue de mieux intégrer les publics en difficulté au marché de l'emploi,
- . Développement de réflexions interactives entre partenaires du CEC (ex. : protection sociale et emploi, futur des fonds structurels, formation tout long de la vie, ...) et élaboration de propositions soumises aux instances européennes,
- . Participation au Think Tank CEC consacré à la politique sociale européenne,

- . Participation au débat public relatif aux politiques en matière de lutte contre l'exclusion sociale.

## VII. Les initiatives du CEC en 2021

### A. PROJETS

#### A.1. ERASMUS + PARTENARIATS STRATÉGIQUES « VALORIZE NON-FORMAL AND INFORMAL LEARNING ACROSS EUROPE – NFIL » (03/09/18 – 02/09/20) PROLONGÉ SUITE À LA CRISE SANITAIRE JUSQU'AU 02/09/21)

L'objectif principal du projet NFIL est la reconnaissance et la transparence des compétences et qualifications en vue de faciliter l'apprentissage, l'emploi et la mobilité professionnelle des migrants.

Le public cible sont les migrants extra ou intra-communautaires et les migrants intra-communautaires souhaitant à court ou moyen termes retourner dans leur pays d'origine. Mais aussi, les entités nationales en charge de la reconnaissance des qualifications professionnelles et l'évaluation et la certification des dispositifs d'apprentissage et tous les acteurs clés ayant un rôle important pour favoriser les initiatives pour la validation de l'apprentissage non formel et informel.

#### Principaux résultats obtenus :

Suite à la publication du rapport "Validation comme outil pour l'inclusion sociale", les partenaires ont développé une plateforme en ligne reprenant la présentation de 40 profils professionnels des 7 pays du projet (BE, BG, FR, ES, IT, SI, UK) qui a pour objectif de partager des informations sur les minimas de qualifications requises pour soit suivre une formation qualifiante dans les métiers proposés par la plateforme soit accéder directement à l'emploi.

Un module d'orientation a été élaboré pour aider les migrants et les formateurs à valider et certifier leurs compétences non formelle et informelle acquises dans un autre pays de l'U.E. ou extra communautaire. ([www.valorizenfil.en/materials](http://www.valorizenfil.en/materials)).

Ce module d'orientation a été testé en 2021 auprès d'une centaine de migrants afin de répondre aux questions suivantes :

- Comment un migrant peut-il faire pour que son expérience puisse être approuvée dans un pays européen ?
- Est-il possible de faire certifier l'ensemble du profil professionnel ou seulement quelques compétences qu'un migrant a acquis dans son pays d'origine et dans son emploi précédent ?

- Qui certifie ces compétences ? Quelles procédures est-il nécessaire de suivre et quels documents sont requis ?
- Les compétences non formelles et informelles peuvent-elles être considérées comme des crédits de formation ?

Le webinaire final du projet rassemblant les partenaires du projet ainsi qu'un représentant de la DG Emploi et une experte de la certification des compétences ont apporté des réponses à ces questions (voir point séminaire page 27)

**Partenaires du projet :**

Promoteur - Fondazione Casa di Carita Arti e Mestieri onlus (IT)

Sdruzhenie Mezhdunaroden institut po menidzhmant (BG)

Training Vision Ltd (UK)

Confederación Espanola de Centros de Enseñanza Asociacion - Confédération espagnole de l'enseignement et centres de formation (ES)

GRETA du Velay – Lycée Charles et Adrien Dupuy (F)

Ljudska Univerza Ptuj (Slovénie)

CEC (BE)

## A.2 ERASMUS + PARTENARIATS STRATÉGIQUES « EDUCATE YOURSELF: SOCIAL INCLUSION THROUGH SELF-EDUCATION AND LEARNING FOR MIGRANTS » (01/09/2018 – 31/08/2020 PROLONGÉ SUITE À LA CRISE SANITAIRE JUSQU'À 09/21).

Le projet vise à l'inclusion sociale à travers l'autoapprentissage et l'éducation des migrants.

### **Méthodologie :**

- Réalisation d'une étude permettant de souligner les besoins principaux des migrants dans leur parcours d'intégration sociale du pays hôte.
- Création d'outils, de parcours de formation et matériel de guidance aidant les migrants dans leurs parcours d'intégration culturelle, linguistique et économique.
- Création d'une plateforme en ligne proposant des informations et matériels pratico-pratiques favorisant l'intégration des migrants dans leur nouvel environnement.

### **Les objectifs spécifiques du projet sont :**

- Échanges de bonnes pratiques entre les organisations de différents pays européens ;
- Améliorer la qualité et la pertinence des services proposés aux migrants à travers une étude analytique sur les besoins des migrants en vue de leur intégration sociale et économique ;
- Promouvoir l'emploi, la formation professionnelle et l'entrepreneuriat des migrants.

### **Principaux résultats obtenus :**

Dans chacun des pays du partenariat (Belgique, Bulgarie, Espagne et Grèce) une enquête a été réalisée auprès d'organismes en charge de l'accueil, la formation et l'orientation des migrants dans leur nouveau pays d'accueil.

Les responsables de ces organismes ont donné leurs avis sur le mode de fonctionnement de leur pays et/ou région en matière de politique d'accueil des migrants. Les questions portent sur les thèmes de la disponibilité des cours de langues pour les migrants, l'accès aux soins de santé, au logement, à l'enseignement, au travail, comment créer son entreprise etc.

Les partenaires ont rédigé un panel d'outils ventilé en 9 catégories relatives aux différents lieux accessibles pour les migrants pour l'apprentissage de la langue du pays d'accueil, du fonctionnement des institutions du pays, information sur les données géographiques ou démographiques du pays, comment accéder aux soins de santé, comment développer sa

propre entreprises ou son emploi d'indépendant.

Ces outils ont été mis sur la plateforme en ligne et sont consultables sur lien suivant : [www.platform.integritybg.com](http://www.platform.integritybg.com).

Le webinaire final du 28/05/21 a présenté les résultats et outils du projet a porté sur le thème : « Comment améliorer l'accueil et le soutien des migrants dans les zones urbaines et rurales de l'Union européenne » Pour plus d'information voir [site web](#)

#### **Partenaires:**

Integrity Consulting Ltd (BG), Mesogeiako Ekpaideftiko Kentro (GR), Trinijove (ES), CEC (BE), Biowin Ltd (BG), Technical Training Bulgaria Ltd (BG).

### **A.3 ERASMUS+ FORMBRIDGE — PÉDAGOGIE DE CHANTIER : UNE APPROCHE REPENSÉE POUR FAVORISER LES PASSERELLES FORMATIVES. PÉRIODE 01/09/19 AU 31/12/2021.**

Partenaires :

*Porteur* : Etudes et Chantier Corsica (FR)

*Partenaires associés* : VHS Cham (DE), CEFAL (IT), Université de Bologne (IT), Ergasia (GR), Association Alpes de Lumière (FR), CEC (BE)

À partir d'une approche pédagogique repensée, le partenariat se fixe comme objectifs :

- créer un référentiel d'évaluation des compétences mobilisées par les expériences de la Pédagogie de Chantier, notamment les compétences transversales, qui sont reconnues autant que compétences fondamentales pour l'insertion professionnelle, la citoyenneté et le bien-être de l'individu.
- (re) définir les parcours de formation à l'évolution du marché du travail et aux besoins des entreprises et des territoires à travers l'approche méthodologique de la pédagogie de chantier qui représente une opportunité permettant de lier apprentissage, citoyenneté et développement des territoires.
- définir les acquis d'apprentissage des parcours de formation de différents secteurs en lien avec le patrimoine culturel des territoires à travers le langage commun européen ECVET.
- soutenir les acquis éducatifs des jeunes avec la contribution de représentants du monde de l'entreprise afin de briser le cycle des inégalités, de la pauvreté et de l'exclusion.
- encourager et promouvoir des approches collaboratives et des alliances éducatives visant à réduire le décrochage scolaire sur leur territoire.

Les résultats obtenus :

- Création d'alliances éducatives au niveau régional/local regroupant sur chaque territoire des partenaires publics/privés de la formation, de l'emploi, de l'économie sociale, de la protection de l'environnement et du patrimoine.
- Socle de base des compétences transversales communes développées à travers la Pédagogie de Chantier (PDC) ;
- Réalisation des chantiers dans chacun des pays ayant réuni dans chaque pays des groupes d'une douzaine de jeunes de 16 à 30 ans en situation de décrochage scolaire et ou professionnel. Ces chantiers ont permis au cours du parcours de formation de se concentrer sur 5 phases caractérisant la méthodologie de la PDC : l'accueil, la mise au travail, la communication avec le territoire, le suivi de chantier et l'orientation du jeune.
- Les chantiers ont couverts les activités suivantes : Renforcement des traditions régionales et de l'hospitalité en Bavière (Allemagne) ; Traitement de la laine de mouton et de son utilisation en tissage et tapisserie (Grèce) ; Valorisation du patrimoine rural de la Corse par la restauration d'un sentier et de murs en pierres sèches (Corse), Premiers pas dans les métiers de la restauration et de la valorisation du patrimoine bâti en Provence : remise en état d'une calade à Forcalquier (France), Sauvegarder et mettre en valeur le patrimoine naturel en Famenne-Ardenne (Belgique), création d'une table communautaire (Italie).

Au cours du premier trimestre 2022 les partenaires élaboreront un guide référentiel d'évaluation des compétences mobilisées par les expériences de la PDC.

Si la situation sanitaire le permet, le séminaire final se tiendra le 8 avril 2022 au Comité Economique et Social Européen avec pour thème « En quoi les chantiers d'insertion peuvent-ils être un élément de sensibilisation pour des jeunes éloignés du marché du travail ? » reprendre le titre du dernier programme du séminaire

Site : [www.formbridge.eu](http://www.formbridge.eu)

## B. SÉMINAIRES

### B.1. WEBINAR « COMMENT AMÉLIORER L'ACCUEIL ET LE SOUTIEN DES MIGRANTS DANS LES ZONES URBAINES ET RURALES DE L'U.E. » LE 28/05/2 DANS LE CADRE DU PROJET ERASMUS+ EDUCATE YOURSELF.

Une table ronde a débuté avec l'intervention de Konstantinos KOUSAXIDIS, coordinateur de projet régional, Organisation internationale pour les migrations (OIM). Il a présenté le projet HELIOS.

Avec le projet HELIOS, l'OIM vise à promouvoir l'intégration des bénéficiaires de la protection internationale résidant actuellement dans des logements temporaires dans la société grecque, à travers :

- Cours d'intégration, Soutien au logement, Soutien à l'employabilité, Suivi de l'intégration, Sensibilisation de la communauté d'accueil :

Les objectifs du projet sont :

Augmenter les perspectives d'autonomie des bénéficiaires et les aider à devenir des membres actifs de la société grecque, et ;

La mise en place d'un mécanisme d'intégration pour les bénéficiaires de la protection internationale, aboutissant à un mécanisme de rotation pour le système actuel d'hébergement temporaire grec.

Snezhina GABOVA, de l'Association de développement de Sofia, a présenté deux projets sur lesquels l'Association de développement de Sofia a travaillé :

Le premier projet, UnionMigrantNet, a été lancé en 2015 et est un réseau de points de contact pour les migrants, géré et soutenu par les syndicats, où les nouveaux arrivants et leurs familles peuvent obtenir des informations et un soutien sur des questions comme l'emploi, la documentation, le logement et l'intégration.

Le second projet " integra " a pour objectif d'aider les villes (vers lesquelles se dirigent la plupart des flux de réfugiés) des 5 pays partenaires : Italie, Bulgarie, Slovaquie, Croatie et République tchèque, à développer des politiques d'intégration pour les ressortissants de pays tiers (NPT).

Alors que la compétence en matière de politique d'intégration incombe principalement aux États, INTEGRA s'appuie sur des réseaux locaux et transfrontaliers de ville à ville pour doter les villes de politiques et de capacités d'intégration des ressortissants de pays tiers. Le projet développe et teste ses propres méthodologies et outils qui peuvent être utilisés par les parties prenantes au niveau local pour responsabiliser et impliquer les RTC dans la prise de décision.

M. Petru Sorin Dandea, secrétaire général de la Confédération syndicale nationale roumaine CARTEL ALFA, a pris la parole pour évoquer la situation des immigrants de pays tiers en Roumanie.

Une partie du travail qu'ils effectuent consiste à

- offrir des sessions d'information sur le marché du travail et les droits du travail aux réfugiés qui suivent déjà des cours de roumain.

- coopérer avec de nombreuses organisations de la société civile pour la mise en œuvre de projets visant l'intégration des immigrants sur le marché du travail. Nombre de ces organismes proposent des programmes de formation professionnelle aux réfugiés. Cartel ALFA est impliqué dans l'établissement de partenariats avec les entreprises qui peuvent offrir la partie pratique de ces programmes d'apprentissage.

- Programme multidimensionnel visant à créer une attitude d'acceptation, de solidarité et de tolérance dans la protection des droits de l'homme et l'égalité de traitement des immigrants, en particulier des demandeurs d'asile et des réfugiés, par le biais d'une coopération au niveau des communautés locales et de campagnes d'information et de sensibilisation sur l'immigration auprès des enfants et des jeunes dans les écoles et les universités des communautés multi-migrantes.

Mme Carmen Parra, professeur de l'UNIVERSITÉ ABAT OLIBA CEU, et directrice de la "Cátedra de Economía Solidaria - UNESCO" a présenté la situation des migrants dans les zones urbaines et rurales d'Espagne.

Pour lutter contre le problème de "l'Espagne vidée" dans les zones rurales, qui est le fait que les jeunes quittent ces zones pour aller dans les grandes villes pour trouver de meilleures opportunités d'emploi, les solutions proposées par Mme Parra pourraient être :

- créer de meilleures opportunités d'emploi pour les migrants par la valorisation de leurs compétences,
- fournir une éducation et un logement aux familles afin de réduire la présence saisonnière,
- former les jeunes et les migrants dans le domaine de l'agriculture
- fournir de meilleures opportunités pour l'entrepreneuriat, aider à la création de nouvelles entreprises dans les zones rurales.

Agnese Papadia de la DG Home de la Commission européenne nous a donné une perspective au niveau européen sur la question. En novembre 2020, la CE a lancé un nouveau plan d'action pour l'intégration au niveau de l'UE pour la période 2021-2027 qui indique les principaux principes de travail sur l'intégration et un large éventail d'actions pour soutenir l'acteur des autorités locales et régionales dans l'intégration. Ce plan s'appuie sur le dialogue mené avec les villes et les régions au fil des ans et sur les consultations organisées pour préparer ce plan d'action, car il était nécessaire de comprendre les problèmes sur le terrain.

En mars 2021, la CE a lancé un nouveau partenariat avec le Comité des régions, l'institution qui représente les autorités locales et régionales au niveau de l'UE, afin de renforcer les capacités et le soutien aux autorités locales et régionales et de promouvoir un dialogue direct entre les niveaux local et européen.

L'une des priorités du partenariat sera d'améliorer la disponibilité des données au niveau local, car il est important de disposer de bonnes données pour mettre en place de bonnes politiques. Un autre domaine de travail sera d'aider les autorités locales et régionales à promouvoir les rencontres entre les migrants et les non-migrants. Ces rencontres sont un outil important pour prévenir les préjugés et promouvoir l'inclusion. Le partenariat encouragera et financera des projets visant à aider les autorités locales à promouvoir ces rencontres ainsi que le bénévolat.

Le financement restera une partie très importante du soutien de l'UE : il y aura une augmentation du financement de l'intégration. En fait, un pourcentage du financement sera consacré aux initiatives locales et régionales promouvant l'intégration qui est le résultat du travail effectué avec les autorités locales et régionales.

Cela se fera dans le cadre du fonds pour l'asile, la migration et l'intégration, du fonds FSE+, le fonds européen de développement régional soutiendra également l'intégration car ce sera l'un des objectifs spécifiques de ce fonds.

Pour plus d'informations sur le webinaire : <http://www.cecabl.org/news/educate-yourself-28-mai-2021/>

## B.2. WEBINAR VALORIZE NON-FORMAL AND INFORMAL LEARNING ACROSS EUROPE: NFIL - 01/07/21.

En introduction du séminaire il a été souligné en 2020, malgré la crise sanitaire, 82 millions de personnes ont fui leur foyer à cause de la guerre, des persécutions et des exactions. Un chiffre qui a doublé au cours des dix dernières années, a déclaré Filippo Grandi, chef de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés.

Sur ces 82 millions de personnes, 30 millions ont dû quitter leur pays. On peut dire qu'avec la crise sanitaire tout s'est arrêté, aussi bien l'économie que les guerres, les conflits, la violence et la discrimination. Tous ces problèmes qui poussent les gens à quitter leur pays ont malheureusement continué pendant la crise sanitaire.

Nous pouvons supposer que d'une part, une partie de ces réfugiés, demandeurs d'asile et migrants resteront en Europe et que chacun d'entre eux a acquis et développé des compétences générales et spécifiques.

D'autre part, la plupart des États membres de l'UE sont confrontés à des problèmes de dépeuplement, de manque de main-d'œuvre et de compétences.

Notre projet tente d'apporter des solutions à ces problèmes en soulignant ce qui rend la validation du NFIL difficile (l'approche individuelle est souvent absente des approches nationales, l'approche flexible et les solutions sur mesure sont difficiles, il est difficile d'atteindre les migrants : problème de langue, pas de point d'entrée clair, taux d'abandon élevé dans la phase documentaire, etc.).

Qu'est-ce qui rend VNFIL plus facile ? (l'identification, la documentation, l'évaluation et la certification sont présentes dans tous les pays partenaires, les collaborations décentralisées semblent plus efficaces pour atteindre les migrants, une sorte de passeport de compétences peut aider à une entrée rapide sur le marché du travail, les normes basées sur les normes professionnelles sont liées au EQF/ESCO et aident à comparer les aptitudes et les compétences, les unités de petites parties facilitent la validation, la formation des conseillers et un bon conseil dès le début, etc.

Les résultats du projet "Valorize NFIL across Europe" nous permettent d'obtenir certaines informations nécessaires pour comprendre si et comment les migrants/réfugiés/demandeurs d'asile, mais ils pourraient également être élargis et être utiles à tous les citoyens sur la façon dont leurs compétences non formelles et informelles peuvent être valorisées dans un autre pays européen.

Toutes les parties prenantes (partenaires du projet, fonctionnaires de la DG Emploi et expert régional en certification des compétences) ont convenu qu'un changement de mentalité était nécessaire et ont souligné au cours du débat que : L'apprentissage a lieu dans tous les contextes, les systèmes ne sont pas la réponse mais les personnes le sont, mettez-vous dans la situation du groupe cible.

Que nous devrions utiliser ;

- une approche inclusive : en atteignant les migrants, en assurant l'accessibilité pour tous, en proposant plusieurs langues et des conseils ;
- une approche flexible : en limitant la bureaucratie, en réduisant la concurrence, en prévenant les abandons et en formant des conseillers compétents ;
- une approche transparente : par des normes reconnaissables, eqf/esco, des unités d'apprentissage plus petites.
- une approche commune : en partageant nos meilleures pratiques et expériences, l'unité et non l'uniformité.

Pour plus d'informations, consultez le [site web](#)

### **B.3.WEBINAIRE DES 17 ET 18 JUIN 2021 ORGANISE PAR LE CET NAMUR EN COLLABORATION AVEC LE CEC « TERRITOIRES ZERO CHOMEUR DE LONGUE DUREE (TZCLD) : REVOLUTION CULTURELLE OU FAUSSE BONNE IDEES ? »**

Le projet Territoires zéro chômeur longue durée (TZCLD) existe en France depuis 2016 et est encadré par une loi dont le principe a été confirmé en fin 2020 et actant en plus, l'extension de l'expérience à 50 territoires supplémentaires. En Belgique, un intérêt politique envers TZCLD a été manifesté par les gouvernements régionaux (Wallonie et Bruxelles capitale) et par le gouvernement fédéral dit Vivaldi. Le Gouvernement wallon a confirmé fin juin au Parlement de Wallonie le lancement d'un appel à projet en 2022 afin de pouvoir sélectionner une dizaine de territoires expérimentaux mais de nombreux points restent à éclaircir auparavant, au niveau juridique notamment.

Notre webinaire s'inscrivait dans la continuation d'un précédent séminaire tenu à Namur en 2019, lequel avait posé les bases pour une compréhension du projet expérimental français. Il s'agissait en 2021 d'évaluer les forces et les faiblesses du système en tirant les leçons du travail parlementaire en France, en examinant les résultats d'études académiques menées en Belgique par différentes universités ou chercheurs mais aussi en prenant connaissance d'expérimentations de terrain menées en France et en Belgique et commentées par les acteurs du terrain. Outre les acteurs de terrain, notre webinaire avait tenu à inviter aux débats, les partenaires sociaux et la Commission Européenne.

La vice-présidente du CEC a rappelé le contexte institutionnel en France et en Belgique ainsi que les questions d'ordre culturel liées aux représentations du travail, à l'image des demandeurs d'emploi mais à la difficulté de mobiliser les acteurs locaux (élus locaux, syndicats, entreprises, habitants, chômeurs, secteur associatif etc...) pour la mise en place TZCLD.

Aline Bingen (ULB) Julien Charles, (CESEP) et Louis Berny (travail de fin d'études à l'UCL sur les systèmes d'Insertion socio professionnelle) ont souligné avec unanimité les conditions suivantes :

- partir des envies et des compétences des personnes visées par l'expérimentation est un renversement culturel aussi pour les intermédiaires du marché du travail que l'on a habitué à rechercher des comportements de recherche d'emploi plutôt que de les doter d'outils appropriés à leurs vécus ;

- système à voir comme une opportunité pour repenser et bousculer les pratiques en vigueur en matière des dispositifs d'insertion sociale et professionnelle des chômeurs de longue durée en reconnaissant, et c'est un enjeu majeur, la légitimité et les expériences de l'ensemble des acteurs. La question est cependant de savoir s'il faut un nouveau dispositif ou s'il faut s'adosser à des dispositifs existants à reconstruire pour ce groupe cible.
- apporter un autre regard sur le marché de l'emploi et la réinsertion socio-professionnelle mais apporte une dimension nouvelle, celle des territoires appelés à se reconstruire.

Les points à améliorer suite à la 1ère expérimentation française sur les 10 territoires ayant participé depuis 2016 sont les suivants :

- mieux définir le concept « d'exhaustivité » repris dans le projet et la notion de chômeurs de longue durée (CLD), groupe cible du projet , ce qui pose indirectement la question de savoir si on n'y implique que ceux qui « coûtent » à la sécurité sociale.
- Se concentrer réellement sur les envies et projets des CLD, ce qui suppose un travail lourd et essentiel des comités locaux pour l'emploi d'abord et des entreprises à but d'emploi.
- déterminer comment fixer les salaires, sur base de quelle convention collective de travail ;
- de formaliser, à travers le texte législatif, la contractualisation du processus de formation et de suivi individualisé des bénéficiaires afin de garantir ces aspects dans la durée ;
- de sélectionner des territoires faisant état d'un contexte institutionnel local assez solide et préparé et des porteurs de projets suffisamment impliqués ;
- de disposer de financements suffisants pour mettre en place l'Entreprises à But d'Emploi (EBE) (acquisition de locaux, achat de matériel...)
- de prévoir une formation en management et gestion d'entreprise pour les responsables d'EBE : on se n'improvise pas chef d'entreprise de surcroît avec un public cible à remobiliser.

Plus d'information sur ce séminaire voir [lien](#).

### C. FONDATION ANNA LINDH.

En tant que membre de la Fondation Anna Lindh, le plus grand réseau d'organisations de la société civile impliqué dans la promotion du dialogue interculturel dans les régions Euro-Méditerranées, le CEC et ses membres pourraient envisager de déposer des projets dans ce cadre (ex. développement et promotion des entreprises d'économie sociales).

Le CEC demande à ses membres de l'informer de projets qu'ils développeraient avec des organisations non européennes du pourtour méditerranéen.

### D. SUITE DES CONTACTS AVEC LE CABINET DU COMMISSAIRE EUROPÉEN NICOLAS SCHMIT.

Dès le début de la pandémie de la Covid 19 en mars 2020 et de l'instauration du confinement dans la plupart des Etats membres, le CEC en collaboration avec trois réseaux européens d'économie sociale ENSIE, CEFEC et REEUSE ont interpellé la Commission européenne, le Parlement européen et le CESE pour les informer de l'impossibilité pour

certaines de nos membres de poursuivre leur travail et du danger pour certains de cesser leurs activités faute de liquidités financières.

La Commission a demandé aux 4 réseaux présents de leurs faire remonter en 2021, les initiatives que leurs membres auraient entreprises auprès de leurs autorités nationales afin que ce plan d'action soit soutenu.

Pour le CEC, la Fondation Barka et la Fondation Trinijove ont fait retour des initiatives de leur gouvernements nationaux ou régionaux.

Les quatre réseaux ont souligné l'importance pour que la C.E. :

- Facilite l'accès aux fonds européens pour les entreprises sociales en augmentant le budget et les appels à proposition pour ce secteur.
- Simplifie la rédaction de demande de candidature, de la mise en place des partenariats et de réduire la charge administrative engendrée par ces dossiers.
- Favorise et d'augmenter l'insertion de clauses sociales dans les marchés publics. Le CEC a souligné la difficulté que rencontrent certains de nos membres dans l'accès aux fonds européens.

## E. NOUVEAUX SITE ET LOGO DU CEC

Le CEC a « profité » du ralentissement de ses activités pendant le confinement pour retravailler son site et son logo.

Le nouveau site beaucoup plus convivial et professionnel a été mis en ligne en septembre 2021

[www.cecassbl.org](http://www.cecassbl.org)

## F. . DÉPÔT DE PROJETS

### F.1 PROJET ERASMUS+ KA2 «REWIND »

En Europe, les expériences fructueuses de transfert d'entreprise, générées par différentes motivations, ont toujours été soutenues par des cours de formation spécifiques pour les travailleurs qui deviennent indépendants et entrepreneurs, également par le biais du modèle coopératif.

Les travailleurs et les entreprises sont confrontés à de nouveaux défis à l'ère du numérique, qui entraînent d'importantes transformations des modèles d'entreprise et des méthodes de travail.

Pour tirer parti de ces changements, les travailleurs et les entreprises doivent apprendre à vivre avec le changement, à l'anticiper et à le gérer.

L'expérience des partenaires montre que les travailleurs sont peu familiarisés avec les TIC, même dans le nouveau rôle des entrepreneurs coopératifs, une lacune en termes de compétences et de langues qui doit nécessairement être comblée, pour répondre aux innovations télématiques de plus en plus indispensables dans toute l'Europe.

Les objectifs généraux sont de soutenir et d'accélérer la régénération des PME à travers le processus d'acquisition par des coopérateurs potentiels.

L'objectif spécifique concerne le développement d'un ensemble d'outils pour les PME en phase d'acquisition par les travailleurs, avec la création de : plans de formation modulaires et mixtes (en présence et à distance), ressources pédagogiques multimédia, disponibles en ligne, ainsi qu'un espace de co-apprentissage et de co-working pour les formateurs / consultants. Le plan de formation et toutes les ressources pédagogiques seront réalisés avec la contribution directe de formateurs, d'enseignants, de chercheurs, de consultants, de coaches et d'administrateurs engagés dans le soutien à l'entrepreneuriat, de l'orientation initiale à un choix entrepreneurial éclairé jusqu'à l'accompagnement post-démarrage. Les réalisations seront testées auprès des bénéficiaires finaux, les aspirants entrepreneurs de coopératives :

- des travailleurs qui ont déjà entrepris, ou qui ont l'intention d'entreprendre, des opérations de rachat par les travailleurs ;
- des étudiants universitaires dans des disciplines sociales et économiques ;
- des apprenants jeunes et adultes impliqués dans la formation professionnelle initiale et continue.

## F.2. ERASMUS+ KA2 « FACE »

En avril 2021 le CEC s'est positionné comme partenaire dans le projet Erasmus+ KA2 « FACE ».

Le projet "faciliter l'entrepreneuriat culturel adulte - face" est conçu par un consortium réunissant un panel de 6 acteurs de 5 pays (France, Italie, Croatie, Suède, Belgique) qui travaillent autour de l'insertion professionnelle, de la promotion culturelle et de la création d'entreprises. Le projet se concentre sur la valeur de l'entrepreneuriat collectif social culturel et son potentiel pour lutter contre le chômage, en particulier chez les jeunes. L'économie sociale représente un véhicule entrepreneurial idéal pour le secteur culturel et créatif grâce à un partage commun de valeurs mais aussi de modes de fonctionnement.

Il vise à améliorer l'expertise des éducateurs d'adultes et à développer de nouvelles méthodologies et de nouveaux outils pour les professionnels et les jeunes porteurs de projets, basés sur les principes de l'entrepreneuriat collectif et social au sein de l'industrie culturelle et artistique.

Partenariat :

Coopérative d'initiative jeunes - France (promoteur), Comité Européen de Coordination – Belgique, Elderberry Ab – Suède, Coopérative d'Activité et d'Emploi Petra Patrimonia Sud – France, Cooperativa Itera Progetti e Ricerche – Italie, Muzej Slavonije – Croatie

### F.3. ERASMUS+ KA3 PARTNERSHIP FOR COOPERATION IN THE FIELD OF EDUCATION AND TRAINING – EUROPEAN NGO'S : PROJECT SKILLS FOR LONG TERM UNEMPLOYED – SKY.

Au lendemain de la pandémie, on s'interroge sur les systèmes éducatifs actuels dans tous les pays, en se demandant comment moderniser le modèle d'apprentissage tout au long de la vie et les processus d'évaluation, et faire en sorte que les chômeurs intègrent une nouvelle approche consistant à "apprendre à réapprendre". L'attribution des compétences a été remise en question par le confinement mondial et l'accès limité aux centres de formation. Même si l'apprentissage à distance est considéré comme un substitut à la formation en face à face, pour de nombreux adultes, la fracture numérique les empêche d'acquérir de nouvelles compétences. En l'absence de voies de formation alternatives, de nombreuses personnes sont progressivement marginalisées de la société de la connaissance. Les systèmes classiques d'évaluation des compétences, tels que la reconnaissance des acquis de l'expérience (RPL) ou les tests d'ateliers pratiques, sont également inaccessibles aux chômeurs qui ne sont pas en mesure de suivre un cursus complet de manière continue. Le Green Deal est confronté aux outils classiques actuels de l'EFTP, qui doivent être revus et mis à jour avec des parcours de formation à court terme plus individuels, assortis de nouveaux systèmes de micro-certification. Il a été constaté que la formation non formelle tient peu compte des employeurs, que l'expérience professionnelle passée ne correspond pas aux critères actuels de la RPL et que la durée des cours formels guidés ne correspond pas à la capacité de nombreux adultes à suivre l'intégralité des programmes de formation. En Europe, il existe une multitude d'initiatives locales innovantes pour prendre en charge l'inclusion des personnes mises à l'écart. SKY se concentre sur ces expériences européennes d'inclusion qui visent à ouvrir des opportunités d'emploi aux chômeurs de longue durée, à fournir des programmes de formation courts sur les compétences et à proposer des modèles de micro-crédits innovants sur des séquences de formation courtes. Le consortium composé d'institutions territoriales privées d'emploi et de formation de BE, FR, IT, SP et PL rassemblera toutes ces micro-expérimentations innovantes réalisées ou en cours sur des territoires à taille humaine sélectionnés.

Porteur : CEC

Partenaires : AGFE, BARKA, MIREC, SCF, Trinijove.

## VIII. Perspective du CEC en 2022

### A. PROJETS

Poursuite du projet Erasmus+ FORMBRIDGE (voir point a.4 ci-dessus).

Le projet ERASMUS + KA3 Skills for long term unemploYed- SKY a été sélectionné par la Commission et débutera en mars 2022 pour une période de 2 ans.

Les projets Erasmus + KA2 « FACE » et « REWIND » n'ont pas été retenus et seront probablement redéposés en mars 2022.

Possibilité de dépôt d'un projet CERV « Engagement et participation citoyens » en vue de favoriser l'inclusion, la citoyenneté et la participation démocratique de jeunes peu qualifiés.

Elaboration d'une proposition de projet Horizon Europe sur l'intégration des nouvelles technologies and l'enseignement et la formation en favorisant l'apprentissage et la formation aux compétences digitales des étudiants et stagiaires ainsi que des formateurs et enseignants. Améliorer les compétences du personnel dans le domaine de la formation en alternance au niveau national et européen.

## B. SÉMINAIRES

### B.1. SÉMINAIRE FINAL ERASMUS + FORMBRIDGE » À BRUXELLES LE 8 AVRIL 2022.

Présentation des chantiers de formation mis en place et table ronde « En quoi les chantiers d'insertion peuvent-ils être un élément de sensibilisation pour des jeunes éloignés du marché du travail ? ».

### B.2. SEMINAIRE CET NAMUR/EZA/CEC "LES CONSEQUENCES SOCIALES ET HUMAINES DE LA PANDEMIE COVID-19 SUR LES ACTIONS DE SOUTIEN ET D'ENCADREMENT MENEES EN VUE DE L'INCLUSION DES PUBLICS LES PLUS FRAGILES" LES 16 ET 17 JUIN 2022 A NAMUR

Les acteurs de la formation, de l'insertion socio-professionnelle et de la cohésion sociale et les organisations de travailleurs sont déjà confrontés à la perspective de l'aggravation des situations d'exclusion sociale et de la précarité liées à la Covid-19. L'avenir est marqué par l'incertitude économique et sociale et la peur du futur.

Il est à craindre que la pandémie ait des impacts organisationnels, opérationnels et budgétaires sur les personnes suivant un parcours de formation ou d'insertion et sur le fonctionnement futur des structures de formation elles-mêmes. Même si une prise de conscience de la réalité des problèmes soulevés existe aujourd'hui, le recul manque pour définir l'étendue exacte de leurs conséquences aux plans financiers, organisationnels et surtout humains (pensons à la certification des stages et des cours rendus impossibles). La question des dégâts sociaux et humains subis par les groupes les plus fragilisés, celle des impacts sur les filières d'insertion socio professionnelle, les chocs économiques subis par les entreprises d'économie sociale, doit être discutée au niveau européen avec et par les parties prenantes concernées.

Pour aborder utilement cette question, il conviendra que le programme poursuive une triple ambition : lister les problèmes rencontrés, les remettre dans le contexte institutionnel propre aux différents partenaires et tenter une synthèse des solutions proposées en vue d'en faire un outil européen.

### C. RENCONTRE AVEC LE CABINET SCHMIT.

Le CEC en collaboration avec d'autres réseau européen continuerons à interpeller le Cabinet du Commissaire Schmit pour promouvoir d'une part l'économie sociale et d'autre part la formation et l'inclusion des groupes les plus éloignés du marché du travail en Europe.

### D. PRÉSENTATION DES MEMBRES DU CEC

A partir de janvier 2022, il est prévu que chaque mois au moins deux membres du CEC se présentent afin de renforcer les synergies entre les membres du réseau.

## IX. Arrivées et départs de membres du CEC en 2021

L'organisation Lettone Patvērums "Drošā māja (Shelter Safe House) rejoindra le réseau du CEC en janvier 2022.

La société « Shelter Safe House » a été créée le 6 août 2007 dans le but de développer des services de soutien aux victimes de la traite des êtres humains, aux immigrants légaux, y compris les demandeurs d'asile, les réfugiés et les personnes bénéficiant d'une protection subsidiaire. En garantissant le droit de l'individu à recevoir une protection adéquate, en promouvant la réadaptation et la réintégration des victimes de la traite des personnes dans la société, en créant des formes interactives de formation et en développant la coopération avec les institutions de l'État et du gouvernement local, les organisations publiques et chrétiennes locales, les organisations publiques et chrétiennes en Lettonie et dans le monde.

<https://patverums-dm.lv/en/about-us>

Le partenaire Serbe « TEAM » n'ayant plus donné de nouvelles et n'ayant pas payé sa cotisation ne sera plus considéré comme un membre du CEC en 2022.

Le CEC fait appel à ses membres pour lui proposer des partenaires avec lesquels ils sont en contact dans les pays suivants : IE, DK, FI, NL, AT, CZ, D, EE, MT, LU et LT.

